

Réunions de Printemps du FMI et de la Banque mondiale

À l'occasion de leurs réunions de Printemps les 24 et 25 avril, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont réuni leurs 186 représentants des Etats membres à Washington, aux Etats-Unis.

Ils ont accepté, à cette occasion, une augmentation de 86 milliards de dollars du capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Bird), la principale organisation du groupe Banque mondiale, qui accorde des prêts aux pays en développement. Depuis 1987, il s'agit de la première augmentation du capital de la Banque qui atteint aujourd'hui 189,9 milliards de dollars. Pour Robert B. Zoellick, le Président du groupe, « *ce capital supplémentaire peut être utilisé pour créer des emplois et protéger les plus vulnérables par le biais d'investissements dans l'infrastructure, dans de petites et moyennes entreprises et dans des filets de protection sociale* ». Les Etats membres ont également validé le redéploiement des droits de vote au sein de la Bird. Les pays en développement et en transition voient leur poids total augmenter de 3,13 points de pourcentage, pour représenter au total 47,19 % des droits de vote. Passant de 2,77 % à 4,42 %, la Chine devient ainsi le troisième actionnaire derrière les Etats-Unis et le Japon et devant l'Allemagne.

Le FMI et la Banque mondiale ont également publié un rapport commun la veille de cette rencontre. Intitulé [Rapport de suivi mondial 2010 : les Objectifs du millénaire pour le développement \(OMD\) après la crise](#), il souligne l'impact négatif « *à long terme* » de la crise économique mondiale sur plusieurs domaines clés du développement, « *notamment ceux qui ont trait à la faim, à la santé maternelle et infantile, à l'égalité des sexes, à l'accès à l'eau potable et au contrôle des maladies* ». D'après cette étude, les pays en développement seraient pourtant « *en bonne voie d'atteindre le premier des OMD qui est de réduire l'extrême pauvreté de moitié par rapport à son niveau de 1990* ». En 2015, selon le rapport, le nombre total de personnes vivant dans l'extrême pauvreté devrait avoir diminué de 42 % par rapport à 1990. En raison de la crise alimentaire de 2008 et de la crise financière, le rapport juge néanmoins « *peu probable* » d'atteindre l'objectif de réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim sur cette période.

Dans ce contexte, la Banque mondiale a annoncé le lancement du *Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire*. Les Etats-Unis, le Canada, l'Espagne, la Corée du Sud et la Fondation Bill & Melinda Gates fourniront environ 900 millions de dollars d'aide à ce programme. L'objectif annoncé de ce fonds, géré par la Banque mondiale, est de « *mettre les pays en développement en position de contrôle afin qu'ils puissent disposer de ressources financières pour stimuler la productivité et la production agricole, et assurer la sécurité alimentaire de leurs peuples* ».

Enfin, à l'occasion de la publication de ses « [Perspectives économiques mondiales](#) », le FMI a émis une prévision de croissance économique mondiale de 4,2% en 2010. Au niveau de l'Afrique sub-saharienne, le « *ralentissement économique aura été de courte durée* » et le Fonds prévoit une croissance de 4,75 % en 2010, contre 2 % en 2009. Le [rapport régional pour l'Afrique sub-saharienne](#) souligne que les pays les plus touchés par la crise mondiale sur le continent ont été les pays à revenu intermédiaire et les pays exportateurs de pétrole. Les pays à faible revenu ont « *assez bien résisté* » à la crise. Le FMI remarque que la plupart des pays de la région ont maintenu, en 2009, leur niveau de dépenses sociales, notamment dans le domaine de l'éducation et de la santé.

OMC : sommet du groupe de Cairns

Les 19 et 20 avril, les ministres du commerce du groupe de Cairns¹, qui rassemble les principaux pays exportateurs de produits agricoles, se sont réunis à Punta del Este, en Uruguay. Des représentants des Etats-Unis, de l'Union européenne, du Japon, du Mexique et de l'Egypte étaient également invités.

Les ministres du groupe de Cairns ont déclaré que l'obtention d'un accord ambitieux et équilibré dans le cadre des négociations agricoles du Cycle de Doha devait être une priorité. Ils ont souligné que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) restait la bonne instance pour favoriser le développement du commerce. Pour les membres du groupe, le maintien d'un processus multilatéral de négociation à Genève est essentiel et toutes les discussions sous d'autres formes doivent venir en appui au cadre multilatéral. Faisant référence au peu de progrès des négociations, ils ont appelé à « *des efforts tant au niveau technique que politique* », de nombreux officiels regrettant le déficit d'implication des Etats-Unis. De leur côté, les représentants des agriculteurs du groupe de Cairns ont demandé aux ministres de « *ne pas permettre que les ambitions soient revues à la baisse pour le Cycle de Doha* ». Ils ont appelé à rejeter tout nouveau mécanisme créant des distorsions dans le cadre des négociations, y compris la clause de sauvegarde spéciale². D'après ICTSD, une rencontre ministérielle entre les représentants des Etats-Unis, de l'Union européenne, de la Chine, de l'Inde et du Brésil doit se tenir la semaine suivante à Paris, à l'initiative du représentant américain, Michael Punke.

¹ Afrique du Sud, Argentine, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Indonésie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Philippines, Thaïlande et Uruguay.

² La clause de sauvegarde spéciale permet à un pays d'imposer un droit additionnel en cas d'augmentation spécifique du volume des importations agricoles ou de chute du prix d'importation en deçà d'un prix de référence spécifique (prix de déclenchement).

Sources: AFP, Reuters, FMI, ICTSD, Banque mondiale, Les Echos.